

Sept Manitobaines et Manitobains recevront des prix des droits de la personne

La Commission des droits de la personne, l'Association manitobaine des droits et libertés et la Commission canadienne des droits de la personne sont fières d'annoncer les lauréats des prix des droits de la personne 2012.

Le Prix du dévouement à la cause des droits de la personne rend hommage aux personnes qui ont fait la promotion du respect des droits de la personne et des libertés fondamentales et qui ont contribué à l'avancement des droits de la personne au Manitoba.

Les lauréats du Prix manitobain du dévouement à la cause de droits de la personne en 2012 sont les suivants :



Jane Burpee

- **Jane Burpee**, coordonnatrice de l'éducation à la Société manitobaine de la schizophrénie;
- **The Rainbow Resource Centre**, un centre majeur d'aide et de ressources à l'intention des personnes gaies, lesbiennes, bisexuelles, transgenres et bispirituelles du Manitoba;
- **Louise Simbandumwe**, directrice des programmes de constitution des avoires de SEED Winnipeg et fondatrice de Run for Rights.

La Bourse Sybil-Shack pour la promotion des droits de la personne par la jeunesse

souligne le travail d'une personne ou d'un groupe de personnes de moins de 25 ans qui a contribué à l'avancement des droits de la personne tels qu'ils sont protégés par la Charte canadienne des droits et libertés et par les dispositions législatives manitobaines sur les droits de la personne.

Les lauréats de la Bourse Sybil-Shack pour la promotion des droits de la personne par la jeunesse en 2012 sont les suivants :

- **Ayla et Van Hamilton**, de l'école Major Pratt, Russell (Manitoba);
- **Muuxi Adam**, coordonnateur du programme d'activités après l'école auprès de l'organisme Immigrant and Refugee Community Organization of Manitoba;
- **Chelsea Caldwell**, étudiante de deuxième année à l'Université de Winnipeg.

Tous et toutes sont invités à la réception de remise des prix qui aura lieu en l'honneur des lauréats de cette année. La réception se tiendra à l'immeuble United Way, qui est situé au 580, rue Main, à Winnipeg, le 6 décembre 2012, de 18 h à 20 h. Les prix seront remis aux lauréats dès 18 h 30. L'entrée est libre. Toutefois, si vous souhaitez être présent, veuillez vous inscrire sur les sites

www.manitobahumanrights.ca ou <http://manitobahumanrightsawards.eventbrite.ca> ou communiquer avec Patricia en composant le 204-945-5112.



Louise Simbandumwe



Muuxi Adam

Les droits en question par Jerry Woods, président

Lors de sa cérémonie d'assermentation, le 2 novembre 2012, le chef du Service de police de Winnipeg, Devon Clunis, a déclaré que la sécurité de la ville de Winnipeg serait renforcée. Ce qui est encore plus important, c'est qu'il a dit « c'est nous qui allons le faire, pas moi ».

Les paroles de M. Clunis ont été évoquées à la dernière table ronde du Racialized Communities and Police Services (RCAPS) Project (projet sur les communautés racialisées et les services policiers) qui a eu lieu quelques jours plus tard à la Commission. De nombreux représentants des communautés sont venus participer à la table ronde pour indiquer au nouveau chef de police si leur relation avec le Service de police de Winnipeg avait évolué depuis la mise sur pied du projet il y a sept ans et, si c'était le cas, de quelle façon elle avait évolué. À la fin de cette dernière table ronde, on sentait un certain optimisme dans la salle.

Les représentants des communautés ont dit qu'ils avaient remarqué des changements, et certains ont fait état d'une amélioration de la communication, en particulier du côté des organismes et de l'organisation. Tous ont admis que le processus de changement est lent et comporte son lot de frustration. La plupart des représentants s'entendaient sur le fait qu'il reste du travail à faire dans la rue. Les représentants croyaient que de nombreuses communautés d'immigrants et d'Autochtones ressentent de la peur et de l'incompréhension relativement aux services policiers, et quelques représentants ont rapporté des commentaires fondés sur la race et des comportements exagérément agressifs de la part de policiers. De plus, les communautés racialisées tout comme les policiers continuent de demander le maintien des services d'éducation et des services de police sociopréventifs.

M. Clunis a écouté chacun des représentants des communautés et s'est ensuite adressé à eux. Il a parlé de son propre passé de jeune immigrant qui a grandi dans le quartier North End, à Winnipeg. Il a dit qu'il a eu bien des occasions de faire des mauvais coups, mais qu'en fin de compte il a décidé qu'il ne ferait rien qui pourrait nuire à son avenir. Il a pris la décision de devenir policier et n'a jamais regardé en arrière.

Concernant la demande de maintien des services de police sociopréventifs, M. Clunis a dit qu'il augmentera le nombre d'agents de première ligne pour répondre aux demandes de service.

Il a aussi parlé du développement social comme d'une philosophie de base pour les services policiers dans la ville et a insisté sur le fait qu'il souhaite travailler de concert avec toutes les personnes présentes en vue d'apporter des solutions aux problèmes sociaux.

En ce moment même où le rapport final sur le projet RCAPS est en cours d'élaboration, la Commission croit qu'il y a lieu d'être optimiste et accepte l'engagement du nouveau chef de police à continuer les efforts conjoints.

Un événement qui change la vie

par Justin Sarides

Le 30 octobre, je suis arrivé tôt à l'événement Unis pour l'action (We Day) Manitoba, j'ai regardé 18 000 jeunes remplir le centre MTS et j'ai prié pour que mon ouïe soit intacte à la fin des quatre heures de spectacle.

L'événement Unis pour l'action est organisé par l'organisme caritatif canadien Enfants Entraide (Free the Children). L'entrée à l'événement est gratuite, mais pour obtenir des laissez-passer, les écoles doivent mettre en œuvre des initiatives qui visent à améliorer les choses localement et à l'étranger, et ce, tout au long de l'année scolaire. Le programme a pour but de permettre aux jeunes de dénoncer l'injustice et d'être des chefs de file du changement dans leur milieu et à l'échelle de la planète.

L'événement mettait en scène nombre de musiciens et de conférenciers, en particulier l'ancien dirigeant soviétique et lauréat du prix Nobel de la paix Mikhaïl Gorbatchev, qui m'a beaucoup marqué. M. Gorbatchev a parlé de sa vie et de son éducation, ainsi que de ce que les jeunes peuvent faire pour améliorer les choses ici et maintenant. Il a conclu son allocution en disant que la principale priorité des générations à venir devrait être la paix.

Parmi les 18 000 jeunes présents se trouvait Katie Duff, une élève d'Oak Park âgée de 17 ans. Katie a participé à l'événement Unis pour l'action de l'an passé et s'est sentie si inspirée qu'elle a convaincu ses enseignants de se renseigner davantage sur l'organisme Enfants Entraide. En peu de temps, Katie et d'autres élèves ont commencé à vendre des chaînes Rafiki d'Enfants Entraide. Chaque chaîne Rafiki vendue permet de fournir

de l'eau propre pendant un an à une personne dans un pays en développement. En plus de vendre des chaînes Rafiki, Katie a commencé à ramasser des pièces de 1 cent. Elle a déjà réuni près de 45 dollars et compte continuer ses efforts. Chaque tranche de 25 dollars qu'elle ramasse sert à fournir de l'eau propre à une personne qui vit dans un pays en développement, et ce, non seulement pour un an, mais pour la vie.

De plus, en juin 2013, la jeune philanthrope ira au Kenya pendant 11 jours pour bâtir une école en compagnie de 25 à 30 autres élèves. Katie et ses compagnons et compagnes de classe ont réuni des fonds dans le cadre de diverses activités de financement et son école est devenue officiellement une école Me to We. Katie dit qu'elle a été très touchée par Spencer West, l'homme né sans jambes qui a gravi le Kilimandjaro. Elle dit aussi que l'événement Unis pour l'action lui a donné envie de « devenir photjournaliste, de changer le monde au moyen de photographies et de films, et d'aller dans des pays en voie de développement pour montrer aux gens les changements qui sont nécessaires ».

L'événement Unis pour l'action est une expérience incroyable et, pour certaines personnes, c'est un événement qui change la vie. Il fournit aux jeunes des façons concrètes de faire une différence chez eux et ailleurs dans le monde. En plus d'être inspirant, l'événement est aussi informatif et montre la chance que nous avons de vivre dans un pays où nous n'avons pas à nous soucier d'avoir de l'eau propre ni de problèmes d'analphabétisme généralisé. Je sais que, personnellement, l'événement Unis pour l'action a changé ma façon de voir le monde et je suis convaincu qu'il a eu le même effet pour des milliers d'autres personnes.

Justin Sarides est un élève du Glenlawn Collegiate de Winnipeg.

Joignez-vous à la Commission des droits de la personne, à la Commission canadienne des droits de la personne et à l'Association manitobaine des droits et libertés pour célébrer la Journée internationale des droits de l'homme en rendant hommage aux lauréats des prix des droits de la personne 2012.

La réception est gratuite, mais l'inscription est obligatoire en raison du nombre limité de places.

Date : Jeudi 6 décembre 2012

Lieu : Immeuble United Way, 580, rue Main, à Winnipeg

Heure : de 18 h à 20 h (remise des prix dès 18 h 30)

Inscription en ligne :

<http://manitobahumanrightsawards.eventbrite.ca>

ou www.mantobahumanrights.ca

Wade Kojo Williams, 1949-2012

Pendant vingt-cinq ans, Wade Kojo Williams a organisé le Mois de



l'histoire des Noirs tous les ans en février. M. Williams a fondé de nombreux organismes de défense des droits de la personne, notamment la Coalition of Organizations Against Apartheid and Racism, Students Against Apartheid et la Calypso Association of Winnipeg. M. Williams est décédé le 3 novembre 2012.

La Cour suprême du Canada résout un différend en matière de droits de la personne

La Cour suprême du Canada s'est prononcée sur l'adéquation des services d'éducation spécialisés dans les écoles publiques de la Colombie-Britannique.

La décision a résolu un différend qui durait depuis 15 ans entre le district scolaire North Vancouver School District et la famille de Jeffrey Moore. Au début des années 1990, Jeffrey a reçu un diagnostic de dyslexie et il a été recommandé qu'il fréquente le Centre de diagnostic du district scolaire pour obtenir des services d'éducation spécialisés. Lorsque le district a fermé son centre de diagnostic pour économiser, la famille Moore a été forcée d'envoyer Jeffrey dans une école privée à ses frais.

Plus tôt cette année, la Cour suprême du Canada (CSC) a entendu l'appel de Moore c. Colombie-Britannique (Éducation). Les commissions des droits de la personne de l'Ontario, de la Saskatchewan et de l'Alberta ont agi conjointement à titre d'intervenants dans l'appel. La Commission canadienne des droits de la personne, la Commission des droits de la personne du Manitoba et la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec sont également intervenues devant la CSC.

Le 9 novembre 2012, dans une décision unanime rendue par la juge Abella, la CSC a rétabli la décision originale du Tribunal selon laquelle Jeffrey Moore avait fait l'objet de discrimination de la part du North Vancouver District School Board (le district).

Jeffrey est maintenant un jeune homme. Il travaille comme plombier. La Commission des droits de la personne du Manitoba se réjouit de la décision de la CSC, car elle reconnaît le droit des enfants qui ont des troubles d'apprentissage graves à un accès concret à l'éducation.